

Vente ROIROI  
Audience d'Orientation 3 juillet 2019

DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE  
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE

L'an deux mille dix-neuf, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal de Grande Instance d'EVRY-COURCOURONNES, a comparu Me Emmanuelle GUEDJ membre du CABINET GUEDJ HAAS-BIRI, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 72 allée des Champs Elysées - 91000 EVRY-COURCOURONNES, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du commandement valant saisie,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

**Demande de renseignements <sup>(1)</sup>**  
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : **F253**  
Déposée le : **19/11/19**  
Références du dossier : **111.01**

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE	IDENTIFICATION DU DEMANDEUR
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : <b>Commandement immobilier du 13.02.2019</b> Service de dépôt : <b>2ème bureau Corbeil Essonne</b>	<b>M BUISSON &amp; ASSOCIÉS</b> Avocats 29 rue Pierre Bardin 95300 Pontoise Adresse courriel <sup>(2)</sup> : Téléphone : <b>01.34.20.15.62</b>
CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION Formalité du : Val : N° :	
A <b>PONTOISE</b> , le <b>28/03/2019</b> Signature :	

**COÛT**

Demande principale : \_\_\_\_\_ = **12 €**

Nombre de feuilles intercalaires : \_\_\_\_\_

- nombre de personnes supplémentaires : \_\_\_\_\_ 1 x 5 € = **5 €**

- nombre d'immeubles supplémentaires : \_\_\_\_\_ x \_\_\_\_\_ € = **0 €**

Frais de renvoi : \_\_\_\_\_ = **2,00 €**

☒ règlement joint ☐ compte usager

**TOTAL = 19,00 €**

**MODE DE PAIEMENT** (à utiliser en l'absence de paiement par chèque ou virement)

☐ numéraire  
☐ chèque ou C.D.C.  
☐ mandat  
☐ virement  
☐ utilisation du compte d'usager : \_\_\_\_\_

QUITTANCE : \_\_\_\_\_

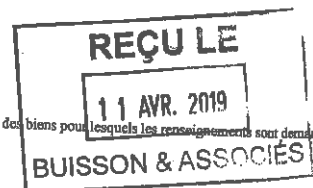
**PÉRIODE DE DÉBIT**

- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles).  
 - Depuis le : \_\_\_\_\_

- Date de dépôt de la présente demande (hors formalité).  
 - Date de la formalité énoncée (sur formalité).  
 - Jusqu'au : \_\_\_\_\_ inclusivement.

<sup>(1)</sup> Demande à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.  
<sup>(2)</sup> Identité et adresse postale.  
<sup>(3)</sup> Uniquement pour les usagers professionnels.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES



IDENTIFICATION DES PERSONNES			
N°	Personnes physiques : Nom Personnes morales : Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social <sup>(1)</sup>	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	ROIROI	Jean-Luc Pierre	28.06.1966 à Fort de France (972)
2	MONTREDON	Evelyne Anne	20.07.1967 à Fort de France (972)
3	GAUDEL	Maurice Serge	07.05.1943 à Malakoff (92)

DESIGNATION DES IMMEUBLES				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	Wissous (91) 4 rue du Bois Charlet	section B numéros 289,		149
2		290, 291, 292 et 293		220
3				227
4				
5				

**CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION**

☐ **DEMANDE IRRÉGULIÈRE**

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF)    ☐ demande non signée et/ou non datée

☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles    ☐ défaut de paiement

☐ demande irrégulière en la forme    ☐ autre : \_\_\_\_\_

☐ **REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie <sup>(2)</sup> qu'il n'existe, dans sa documentation :

☐ aucune formalité.

☐ que les \_\_\_\_\_ formalités indiquées dans l'état ci-joint.

☐ que les seules formalités figurant sur les \_\_\_\_\_ faces de copies de fiches ci-jointes.

le \_\_\_\_\_

*Pour le service de la publicité foncière,  
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

<sup>(1)</sup> Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

<sup>(2)</sup> Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

## Feuille intercalaire n° .....1.....

Référence dossier : CREDIT.MUTUEL / ROIRO.

Nº de la demande: .....

29 rue Pierre Buthi

95300 PONTOISE

IDENTIFICATION DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LA DÉMARCHÉ

N°	COMMUNE (arrondissement s'il y a lieu, ruc et numéro)	RÉFÉRENCES CADASTRALES (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	N° de VOLUME	N° LOT de copropriété

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique sont applicables.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :  
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

(1) Identité et adresse postale du requérant.

<sup>(2)</sup> Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
CORBEIL 2

Liberté - Egalité - Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Demande de renseignements n° 9104P02 2019F253  
déposée le 29/03/2019, par Maître BUISSON & ASSOCIES

Réf. dossier : CDT SAISIE CM / ROIROI

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(\*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDI : du 01/01/1969 au 01/05/2002  
[ x ] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 5 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDI : du 02/05/2002 au 17/01/2019 (date de mise à jour fichier)  
[ x ] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 18/01/2019 au 29/03/2019 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CORBEIL 2, le 02/04/2019

Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Sylvain CONRAD

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiées relatives à l'information, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS

1

Demande de renseignements n° 9104P02 2019F253

[illegible]



[illegible]





COMMUNE : **WISSEUSE**  
SECTION : **3** N° de PLAN : **3**  
RUE : **de base d'acier**

LOT : **227**  
**Ranking**

32/100.000 0003

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

II - LITREMENT (Déclaration des lots ou appartements)

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1969 AU 17/01/2019

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 06/11/2006	Référence d'enlissement : 9104P02 2006V3836	Date de l'acte : 18/09/2006
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE			
Rédacteur : SCP ROTH / SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (91)			
Domicile élu : SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (91), en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2006V3836 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
	CAISSE DE CREDIT MUTUEL SAINTE GENEVIEVE DES BOIS				
Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
1	MONTREDON		20/07/1967		
2	ROUOI		28/06/1966		
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		WISSOUS	B 268		149 220 227

Montant Principal : 104.419,00 EUR Accessoires : 20.883,80 EUR Taux d'intérêt : 3,60 %  
Montant extrême de la dette : 125.302,80 EUR

Montant Principal : 104 419,00 EUR Accessoires : 20 883,80 EUR Taux d'intérêt : 3,60 %  
Date extrême d'exigibilité : 05/09/2026 Date extrême d'effet : 05/09/2027

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 30/11/2006	Référence d'enlissement : 9104P02 2006P8357	Date de l'acte : 09/06/2006
Nature de l'acte : CESSION A TITRE GRATUIT			
Rédacteur : ADM MAIRIE DE WISSOUS / WISSOUS			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2006P8357 : Division de parcelle

Immeuble Mère					Immeuble fille				
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan
WISSOUS		B	268			WISSOUS		B	289 à 295

Complément : La nouvelle désignation de la copropriété est B 289 0 293

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1969 AU 17/01/2019

Disposition n° 2 de la formalité 9104P02 2006P8357 : Vente après division

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes				
2	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'ORBE D'ANTONY PRINCIPAL				
Réficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes				
1	LA COMMUNE DE WISSOUS				
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	WISSOUS	B 294 à B 295		
DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domainier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PT : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Temoyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit					

Prix / évaluation : 0 EUR

Complément : à titre gratuit

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 31/10/2008	Référence d'enlissement : 9104P02 2008V4117	Date de l'acte : 10/07/2008
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE			
Rédacteur : ADM TRIBUNAL D'INSTANCE / LONGJUMEAU			

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 10/11/2008	Référence d'enlissement : 9104P02 2008V4225	Date de l'acte : 05/11/2008
Nature de l'acte : BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 31/10/2008 Sages :			
Rédacteur : ME BOUCTOT Jean-Claude / PARIS			
Domicile élu : PARIS au Cabinet			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2008V4225 : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE du 10/07/2008

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité	
	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DE L'ORBE D'ANTONY, RUE DU BOIS CHARLIER A WISSOUS				
Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité	
1	MONTREDON			20/07/1967	
2	ROUOI			28/06/1966	
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		WISSOUS	B 289 à B 293		149 220 227

Montant Principal : 7.500,00 EUR

Montant Principal : 7.500,00 EUR  
Date extrême d'effet : 10/05/2018

Complément : En vertu d'un Jugement réputé contradictoire rendu le 10/07/2008 par le Tribunal d'Instance de LONGJumeau.  
Rectificatif concernant l'assise de la copropriété.

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 27/04/2010	Référence d'enlissement : 9104P02 2010S25	Date de l'acte : 10/03/2010
	Nature de l'acte : COMMANDEMENT VALANT SAISIE		
	Rédacteur : ME LECOMTE / LONGJumeau		
	Domicile élu : EVRY		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2010S25 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	SYND. DES COPROP. DE LA RESIDENCE DE L'ORBE D'ANTONY, RUE DU BOIS CHARLIER	

**RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1969 AU 17/01/2019**

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2010S25 :*

Débiteurs				
Número	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité	
1	MONTREDON		20/07/1967	
2	ROIROI		28/06/1966	
Immunibles				
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		WISSOUS	B 289 à B 293	
				Lot
				149
				220
				227

Complément : et attestation complémentaire du 26/04/2010.

N° d'ordre : 6	Date de dépôt : 24/06/2010	Référence de dépôt : 9104P02 2010D8209	Date de l'acte : 18/06/2010
Nature de l'acte : MENTION EN MARGE DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Sages : 9104P02 Vol 2010S N° 25			
Rédacteur : M BADUFLÉ, huissier de justice / LONGJUMEAU			
Domicile élu : EVRY, Cabinet de Me DAMOISEAU Avocat			

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2010D8209 : Assignment à comparaître*

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DE L'OREE D'ANTONY RUE DU BOIS CHARLET A WISSOUS	
Débiteurs		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	MONTREDON	20/07/1967
2	ROIROI	28/06/1966

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2010D8209 : Assignation à comparaitre

Immeubles					
à déduction des déductions à comparer					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		WISSOUS	B 289 à B 293		149 220 227

N° d'ordre : 7	Date de dépôt : 24/06/2010	Référence de dépôt : 9104P02 2010D8210	Date de l'acte : 18/06/2010
Nature de l'acte : MENTION EN MARGE DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Rédacteur : M BADUFILE, Huissier de justice / LONGJUMEAU Domicile élu : EVRY, Cabinet de Me DAMOISEAU Avocat			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2010D8210 : Déclaration à créancier inscrit

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DE L'ORBE D'ANTONY RUE DU BOIS CHARLET A WISSOUS				
Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	MONTREDON	20/07/1967			
2	ROIROI	28/06/1966			
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		WISSOUS	B 289 à B 293		149 220 227

**RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1969 AU 17/01/2019**

<b>N° d'ordre : 8</b>	Date de dépôt : 25/10/2010	Référence d'enlissement : 9104P02 2010P7708	Date de l'acte : 30/09/2010
Nature de l'acte : <b>MODIFICATIF EDD &amp; VENTES DISTINCTES PAR UN SEUL ET MEME ACTE</b>			
Rédacteur : NOT PIQUET / LONGJUMEAU			

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2010P7708/UD1 : Modificatif à l'EDD publié le 10/03/1989 vol.1989P n° 1742*

Disposants			
Número	Désignation des Personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
1	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'OREE D'ANTONY PRINCIPAL		
Immeubles			
Commune	Désignation Cadastreale	Volume	Lot
WISSOUS	B 289 à B 293		
WISSOUS	B 289 à B 293		
Complément : Création de 30 nouveaux lots numérotés de 245 à 274 issus des parties commune générale. tantômes exprimés en 100449èmes au lieu de 100,000èmes.			
245 à 274			

<b>N° d'ordre : 9</b>	Date de dépôt : 27/09/2011	Référence de dépôt : 9104P02 2011D14831	Date de l'acte : 11/05/2011
Nature de l'acte : <b>MENTION EN MARGE DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Sages : 9104P02 Vol 2010S N° 25</b>			
Rédacteur : ADM TGI / EVRY			
Domicile élu : EVRY			

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2011D14831 : Caducité*

Créanciers		
Número	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DE L OREE D ANTONY RUE DU BOIS CHARLET A WISSOUS	
Propriétaire Immeuble / Contre		
Número	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	MONTREDON	20/07/1967
2	ROIROI	28/06/1966



Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2011D14831 : Caducité

Immeubles			
Prop. Imm/Conté	Droits	Commune	
		WISSOUS	
		B 289 à B 293	
			Lot
			149
			220
			227

N° d'ordre : 10	Date de dépôt : 27/09/2011	Référence de dépôt : 9104P02 2011D14832	Date de l'acte : 11/05/2011
Nature de l'acte : RADIATION DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Sages : 9104P02 Vol 2010S N° 25			
Rédacteur : ADM TGI / EVRY			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2011D14832 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DE L. OREB D ANTONY RUE DU BOIS CHARLET A WISSOU				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	MONTREDON	20/07/1967			
2	ROIROI	28/06/1966			
Immeubles					
Prop. Imm/Conté	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		WISSOUS	B 289 à B 293		149
					220
					227

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1969 AU 17/01/2019

N° d'ordre : 11	Date de dépôt : 05/08/2014	Référence d'enlissement : 9104P02 2014V2950	Date de l'acte : 19/11/2013
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE			
Rédacteur : ADM JURIDICTION DE PROXIMITE / LONGJUMEAU			

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 12	Date de dépôt : 11/08/2014	Référence d'enlissement : 9104P02 2014V3061	Date de l'acte : 08/08/2014
Nature de l'acte : BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 05/08/2014 Sages :			
Rédacteur : ME BOUCTOT JEAN-CLAUDE / PARIS			
Domicile élu : PARIS Cabinet de M° BOUCTOT Avocat			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2014V3061 : Hypothèque judiciaire du 01/08/2014

Créanciers	
N°	Désignation des personnes
1	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE RESIENNE DE L'OREE D'ANTONY, RUE DU BOIS CHARLET A WISSOUS
2	
Propriétaire Immeuble / Contre	
N°	Désignation des personnes
1	MONTREDON
2	ROIROI
Immeubles	
Prop.Immu/Contre	Droits
	Commune
	WISSOUS
	Désignation cadastrale
	B 289 à B 293
	Volume
	Lot
	149
	220
	227

Montant Principal : 4.500,00 EUR  
Date extrême d'effet : 10/05/2024

**RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1969 AU 17/01/2019**

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2014V3061 : Hypothèque judiciaire du 01/08/2014*

Complément : En vertu d'un jugement rendu le 19/11/2013 par la JURDICTION DE PROXIMITE de Longjumeau (91).

<b>N° d'ordre : 13</b>	Date de dépôt : 07/11/2017	Référence d'enlissement : 9104P02 2017V3382	Date de l'acte : 06/11/2017
	Nature de l'acte : <b>HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE</b>		
	Rédacteur : ME BUISSON / PONTOISE		

**FORMALITE EN ATTENTE**

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

<b>N° d'ordre : 14</b>	Date de dépôt : 22/12/2017	Référence d'enlissement : 9104P02 2017V3818	Date de l'acte : 21/12/2017
	Nature de l'acte : <b>HYPOTHEQUE JUDICIAIRE DEFINITIVE EN SUBSTITUTION de la formalité initiale du 07/11/2017 Sages :</b>		
	Rédacteur : ME BUISSON & ASSOCIES / PONTOISE		

**FORMALITE EN ATTENTE**

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

<b>N° d'ordre : 15</b>	Date de dépôt : 26/03/2018	Référence d'enlissement : 9104P02 2018V979	Date de l'acte : 20/03/2018
	Nature de l'acte : <b>BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 07/11/2017 Sages :</b>		
	Rédacteur : ME BUISSON / PONTOISE		
	Domicile élu : PONTOISE en l'étude		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1969 AU 17/01/2019

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2018V979 : Hypothèque judiciaire provisoire 13/10/2006

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes				
	CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS				
Date de Naissance ou N° d'identité					
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes				
1	ROIROI				
Date de Naissance ou N° d'identité					
28/06/1966					
Immeubles					
Prop.Immo/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		WISSOUS	B 289 à B 293		
Montant Principal : 94.185,06 EUR					
Date extrême d'effet : 2003/2021					

Complément : En vertu de la copie exécutoire d'un acte notarié, vu les articles R 511-1 et suivant du code de procédures civiles d'exécution.

N° d'ordre : 16	Date de dépôt : 09/04/2018	Référence de dépôt : 9104P02 2018D4180	Date de l'acte : 21/12/2017
Nature de l'acte : REPRISE POUR ORDRE DE 2017V3818 de la formalité initiale du 07/11/2017 Sages : 9104P02 Vol 2017V N° 3382			
Rédacteur : ME BUISSON / PONTOISE			
Domicile élu : PONTOISE, au cabinet de Me BUISSON, avocat			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2018D4180 :

Créanciers	
Numéro	Désignation des personnes
	CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Date de Naissance ou N° d'identité	
Propriétaire Immeuble / Contre	
Numéro	Désignation des personnes
1	ROIROI
Date de Naissance ou N° d'identité	
28/06/1966	

**Complément :** Inscription d'une hypothèque judiciaire en vertu de l'article 2412 du code civil.

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donauteurs/Consituants "Propriétaires/Contre" Débiteurs/Acquéreurs/Donauteurs/Financiers	Numéro d'archivage Provisoire
29/03/2019 D04550	COMMANDEMENT VALANT SAISIE ME BUISSON & ASSOCIES PONTOISE	13/02/2019	CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE SAINTES GENEVIEVE DES BOIS EPOUX ROIROI / MONTREDON	S00035

**Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 17 pages y compris le certificat.**



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
CORBEIL 2  
75-79 RUE FERRY  
91107 CORBEIL-ESSONNES CEDEX  
Téléphone : 016905179  
Télécopie : 016905161  
Mél. : spf.corbeil2@dgfp.finances.gouv.fr

M<sup>me</sup> BUISSON & ASSOCIES  
29 RUE PIERRE BUTIN  
BP 26  
95300 PONTOISE

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

MINISTRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS

Date : 02/04/2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 9104P02 2019F253

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1969 au 29/03/2019

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
689	WISSOUS	B 289 à B 293		149 220 227

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 06/11/2006 nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE	références d'enlissement : 9104P02 2006V3836	Date de l'acte : 18/09/2006
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 30/11/2006 nature de l'acte : CESSION A TITRE GRATUIT	références d'enlissement : 9104P02 2006P8357	Date de l'acte : 09/06/2006
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 31/10/2008 nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE	références d'enlissement : 9104P02 2008V4117	Date de l'acte : 10/07/2008
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 10/11/2008 nature de l'acte : BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 31/10/2008 Sages : 9104P02 Vol 2008V N° 4117	références d'enlissement : 9104P02 2008V4225	Date de l'acte : 05/11/2008
N° d'ordre : 5	date de dépôt : 27/04/2010 nature de l'acte : COMMANDEMENT VALANT SAISIE	références d'enlissement : 9104P02 2010S25	Date de l'acte : 10/03/2010


N° d'ordre : 6	date de dépôt : 24/06/2010	références d'enlissement : 9104P02 2010D8209	Date de l'acte : 18/06/2010
	nature de l'acte : MENTION EN MARGE DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Sages : 9104P02 Vol 2010S N° 25		
N° d'ordre : 7	date de dépôt : 24/06/2010	références d'enlissement : 9104P02 2010D8210	Date de l'acte : 18/06/2010
	nature de l'acte : MENTION EN MARGE DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Sages : 9104P02 Vol 2010S N° 25		
N° d'ordre : 8	date de dépôt : 25/10/2010	références d'enlissement : 9104P02 2010P7708	Date de l'acte : 30/09/2010
	nature de l'acte : MODIFICATIF EDD & VENTES DISTINCTES PAR UN SEUL ET MEME ACTE		
N° d'ordre : 9	date de dépôt : 27/09/2011	références d'enlissement : 9104P02 2011D14831	Date de l'acte : 11/05/2011
	nature de l'acte : MENTION EN MARGE DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Sages : 9104P02 Vol 2010S N° 25		
N° d'ordre : 10	date de dépôt : 27/09/2011	références d'enlissement : 9104P02 2011D14832	Date de l'acte : 11/05/2011
	nature de l'acte : RADIATION DE SAISIE de la formalité initiale du 27/04/2010 Sages : 9104P02 Vol 2010S N° 25		
N° d'ordre : 11	date de dépôt : 05/08/2014	références d'enlissement : 9104P02 2014V2950	Date de l'acte : 19/11/2013
	nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		
N° d'ordre : 12	date de dépôt : 11/08/2014	références d'enlissement : 9104P02 2014V3061	Date de l'acte : 08/08/2014
	nature de l'acte : BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 05/08/2014 Sages : 9104P02 Vol 2014V N° 2950		
N° d'ordre : 13	date de dépôt : 07/11/2017	références d'enlissement : 9104P02 2017V3382	Date de l'acte : 06/11/2017
	nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISoire		



N° d'ordre : 14	date de dépôt : 22/12/2017	références d'enlissement : 9104P02 2017V3818	Date de l'acte : 21/12/2017
	nature de l'acte : <b>HYPOTHEQUE JUDICIAIRE DEFINITIVE EN SUBSTITUTION de la formalité initiale du 07/11/2017 Sages : 9104P02 Vol 2017V N° 3382</b>		
N° d'ordre : 15	date de dépôt : 26/03/2018	références d'enlissement : 9104P02 2018V979	Date de l'acte : 20/03/2018
	nature de l'acte : <b>BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 07/11/2017 Sages : 9104P02 Vol 2017V N° 3382</b>		
N° d'ordre : 16	date de dépôt : 09/04/2018	références d'enlissement : 9104P02 2018D4180	Date de l'acte : 21/12/2017
	nature de l'acte : <b>REPRISE POUR ORDRE DE 2017V3818 de la formalité initiale du 07/11/2017 Sages : 9104P02 Vol 2017V N° 3382</b>		

**Demande de copie de documents <sup>(1)</sup>**  
 (pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION  
 N° de la demande : H-8897  
 Déposée le : 29-4-19  
 Références du dossier : \_\_\_\_\_

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE		IDENTITÉ, NOM ET SIGNATURE DU DEMANDATEUR <sup>(2)</sup>	
À compléter éventuellement dans le cadre d'une demande complémentaire de formalité faisant suite à une demande de renseignements. N° _____ déposée le <u>28/03/2019</u> Références du dossier : <u>CREDIT MUTUEL / ROIROI</u> Service de dépôt : <u>2ème bureau Corbeil Essonne</u>		<b>M. RUISSON &amp; ASSOCIÉS</b> Avocats 28 rue Pierre Butin 95300 PONTOISE Adresse courriel <sup>(3)</sup> : _____ Téléphone : <u>01.34.20.15.62</u> A <u>Pontoise</u> , le <u>28/03/2019</u> Signature 	

**COPIE**

Copie des documents :

- nombre de bordereaux d'inscriptions demandés : \_\_\_\_\_ x 6 € = \_\_\_\_\_ €
- nombre d'états descriptifs de division, de modificatifs ou de règlements de copropriété demandés : \_\_\_\_\_ x 30 € = \_\_\_\_\_ €
- autres documents demandés : \_\_\_\_\_ x 15 € = \_\_\_\_\_ €

Frais de renvoi = \_\_\_\_\_ €

☒ règlement joint
 ☐ compte usager

**TOTAL = 0,00 €**

**MODÈLE DE PAIEMENT** (contre remise à l'administrateur)

☐ numéraire  
☐ chèque ou C.D.C.  
☐ mandat  
☐ virement  
☐ utilisation du compte d'usager : \_\_\_\_\_

**QUITTANCE :** \_\_\_\_\_

**AVERTISSEMENT DES BÉNÉFICIAIRES**

Le service de la publicité foncière est requis de délivrer un(e) :

☒ copie  
☐ demande spéciale prévue par le § 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

des documents ou formalités désignés ci-après.

<sup>(1)</sup> Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation de l'immeuble pour lesquels les documents sont demandés.  
<sup>(2)</sup> Identité et adresse postale.  
<sup>(3)</sup> Uniquement pour les usagers professionnels.

N° 3236-SD (01-2013)				
N°	Nature du document (bordereau d'inscription, saisie, publication)	Date de la formalité	Volume	Numéro
1	toutes formalités d'inscriptions délivrées dans le 3233 ci-joint			
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

**CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION**

☐ **DEMANDE IRRÉGULIÈRE**

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

☐ demande irrégulière en la forme      ☐ défaut de paiement  
☐ demande non signée et/ou non datée      ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé  
☐ autre : \_\_\_\_\_

☐ **REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie qu'il n'existe, dans sa documentation :

☐ aucun document ou formalité.  
☐ que les documents dont copies sont ci-jointes dans un état comportant \_\_\_\_\_ pages / \_\_\_\_\_ formalités.

le \_\_\_\_\_

*Pour le service de la publicité foncière,  
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

3660	125.303,00 EUR *	0,60 % =	752,00 EUR
B470	125.303,00 EUR *	0,10 % =	125,00 EUR
Y125	752,00 EUR *	2,50 % =	19,00 EUR



BF  
J. F. P. P. P.  
HYSTA

125 302,80

<b>BUREAU DES HYPOTHEQUES</b>		Salaires : 63,00 EUR		Droits : 896,00 EUR	
<b>3<sup>ème</sup> CORBEIL ESSONNES</b>		VOL		N°	
EFFET JUSQU' AU :	PRINCIPAL :	TAXES :			
	ACCESSOIRES :	SALAIRES :			
	TOTAL	TOTAL			
INSCRIPTION D'HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		<input type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance			
AYANT EFFET JUSQU'AU CINQ SEPTEMBRE DEUX MIL VINGT SEPT		<input type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future			
EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :		DOMICILE ÉLU			
à SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (Essonnes), au siège de La Société Civile Professionnelle dénommée 'SCP ROTH et BARBEY', notaires associés					
EN VERTU DE :		TITRE DU CRÉANCIER			
D'un acte reçu par Maître Armand ROTH, notaire associé de la SCP 'Roth et Barbey' titulaire d'un Office Notarial à SAINTE GENEVIEVE DES BOIS (Essonnes) 41, avenue Georges Pitard, le 18 septembre 2006 contenant : PRET MODULIMMO PAR La CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS au profit de Monsieur et Madame ROIROI de la somme de CENT QUATRE MILLE QUATRE CENT DIX NEUF EUROS (104.419,00 €) Et Affectation Hypothécaire.					
AU PROFIT DE :		CRÉANCIER			
LA CAISSE DE CREDIT MUTUEL SAINTE GENEVIEVE DES BOIS, société coopérative à capital variable, dont le siège est à SAINTE GENEVIEVE DES BOIS (91700), 93 avenue Gabriel Péri, régulièrement constituée et régie par les dispositions de la loi du 24 JUILLET 1867, de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la Coopération de l'article 5 de l'ordonnance numéro 58.966 du 16 OCTOBRE 1958, identifiée au SIREN sous le numéro 438.748.089 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'EVRY.					
CONTRE :		PROPRIÉTAIRE GREVÉ			
Monsieur Jean-Luc Pierre ROIROI, Gestionnaire France Télécom, et Madame Evelyne Anne MONTREDON Agent Commerciale à Air France, son épouse, demeurant ensemble à WISSOUS (Essonnes) 4 rue du Bois Charlet. Nés, savoir : Monsieur à FORT DE FRANCE (Martinique) le 28 Juin 1966, Madame à FORT DE FRANCE (Martinique) le 20 Juillet 1967.					
		DEBITEURS SOLIDAIRES.			

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Sur la commune de WISSOUS (Essonne) Le bois Charlet.

Dans un ensemble immobilier en copropriété dénommé comprenant 95 maisons individuelles avec terrain privatif et trois bâtiments collectifs dénommés "BATIMENT UN" - "BATIMENT DEUX" - "BATIMENT TROIS",

Cadastré sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lien dit	Contenance		
			ha	a	ca
B	268	Le bois Charlet	7	87	54

Les biens et droits immobiliers ci-après désignés :  
Au 4 Rue du Bois Charlet

LOT NUMERO CENT QUARANTE NEUF (149)LOT NUMERO DEUX CENT VINGT (220)LOT NUMERO DEUX CENT VINGT SEPT (227)**Etat descriptif - Règlement de copropriété**

L'immeuble sus-désigné a fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division établi suivant acte reçu par Maître HEUEL, notaire à LONGJUMEAU, le 20 février 1989 dont une copie authentique a été publiée au 2<sup>ème</sup> bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES, le 10 mars 1989, volume 1989 P, numéro 1742.

Tel que ledit bien existe se poursuit et comporte avec toutes ses aisances et appartenances, sans aucune exception ni réserve.

APPARTENANT A :

EFFET RELATIF

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent à Monsieur et Madame ROIROI et dépendent de la communauté existant entre eux par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite ensemble, au nom et pour le compte de ladite communauté:

Suivant acte reçu par Maître DELECROIX, Notaire à ANTONY, le 27 Avril 2001

Une copie authentique de cet acte a été publiée au 2<sup>ème</sup> bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES le 19 Juin 2001, volume 2001 P, numéro 3892.

**POUR SÛRETÉ DE :**

CRÉANCE GARANTIE

1°/ De la somme de CENT QUATRE MILLE QUATRE CENT DIX NEUF EUROS (104.419,00 €) montant en principal remboursable par échéances dont la dernière échéance sera exigible le 5 septembre 2026

ci..... 104.419,00 €

2°/ Des intérêts au taux fixe de hors assurance: 3,600 % l'an dont la loi conserve le rang et portés ici pour, MEMOIRE

ci..... MEMOIRE

3°/ Tous accessoires comprenant les sommes dues pour frais de renouvellement d'inscription, pour indemnité en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, les frais de poursuites, de mise à exécution pour obtenir le paiement, les indemnités, dommages et intérêts pouvant être dus en cas de procédure commencée par la faute du débiteur.

Évalués à..... 20.883,80 €

TOTAL A INSCRIRE sauf mémoire: CENT VINGT CINQ MILLE TROIS CENT DEUX EUROS QUATRE VINGT CENTIMES (125.302,80 €)

ci..... 125.302,80 €

**DELIVRANCE D'UNE COPIE EXECUTOIRE A ORDRE**

Les parties requièrent le Notaire soussigné, de délivrer au prêteur, une copie exécutoire à ordre dont la création et la transmission par endossement seront régies par la loi du 15 juin 1976.

**CERTIFICATIONS**

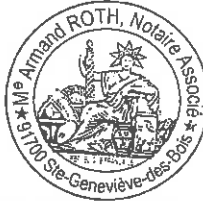
(Montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le notaire soussigné Maître Armand ROTH notaire associé de la SCP 'Roth et Barbey' titulaire d'un Office Notarial à SAINTE GENEVIEVE DES BOIS (Essonne) 41, avenue Georges Pitard, certifie conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur 3 pages et approuve SANS RENVOI NI MOT NUL

Il certifie également :

- que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée,
- que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur au montant figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.

A SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (Essonne) le 23 OCTOBRE 2006



PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

DROITS : Néant

Régularisé le 11/08/2014  
Dépôt n° D 9386  
Le Comptable du SPF

Service de la publicité  
foncière

CSI : 8,00 EUR

Dépôt

Date

Droits : Néant

Vol.

N° 2950

Effet jusqu'au :	Principal :	€	Taxes :	€
	Accessoires :	€	CSI <sup>(1)</sup> :	€
	Total :	€	Total :	€

Inscription D'HYPOTHEQUE JUDICIAIRE

Ayant effet jusqu'au DIX MAI DEUX MILLE VINGT QUATRE.

☐ l'échéance ☐ la dernière  
échéance  
☐ est ☐ n'est pas  
déterminée et future

Est requise avec éléction de domicile à :

75005 PARIS, 87 boulevard Saint-Michel au Cabinet de Maître Jean-Claude BOUCTOT, Avocat à la Cour de PARIS.

EN VERTU DE :

Un jugement rendu par défaut et en dernier ressort par la JURIDICTION DE PROXIMITÉ de LONGJUMEAU (Essonne) le 19 novembre 2013 (RG n° 91-13-000299).

AU PROFIT DE :

Le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE RESIDENCE DE L'OREE D'ANTONY, RUE DU BOIS CHARLET A WISSOUS (91320), représenté par son syndic en exercice, la Société NEXITY LAMY, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 127 000 000 € Identifiée au SIREN sous le n° 303 336 119 et immatriculée au RCS de NANTERRE ayant son siège social 10-12 rue Marc Bloch à CLICHY LA GARENNE (92110) agissant poursuites et diligences de son Président du conseil d'administration y domicilié en cette qualité et présentement en son agence sise à LONGJUMEAU, 12, place Charles Steber à LONGJUMEAU (91160).

CONTRE :

- 1) Monsieur Jean-Luc Pierre ROIROI, Gestionnaire France Télécom, né le 28 juin 1966 à FORT DE FRANCE ( Martinique ), de nationalité française, époux de Madame Evelyne MONTREDON,
  - 2) Madame Evelyne Anne MONTREDON, née le 20 juillet 1967 à FORT DE FRANCE ( Martinique ), Agent commercial à Air France, de nationalité française, épouse de Monsieur Jean-Luc ROIROI,
- demeurant ensemble 4 rue du Bois Charlet à WISSOUS ( 91320 ).

Débiteurs solidaires

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

## SUR :

Les lots numéros CENT QUARANTÉ NEUF ( 149 ), DEUX CENT VINGT ( 220 )-et DEUX CENT VINGT SEPT ( 227 ) de la division de l'immeuble sis à WISSOUS ( Essonne ), lieudit "Le Bois Charlet", 4 rue du Bois Charlet, précédemment cadastré section B n° 268 pour 7ha 87a 54ca et désormais cadastré : B 289, B 290, B 291, B 292 et B 293 selon acte publié le 30/11/2006 vol. 2006 P n° 8357 ( au lieu de B 268 ).

Etat descriptif de division et règlement de copropriété de Maître HEUEL, Notaire à LONGJUMEAU, du 20/02/1989 publié le 10/03/1989 volume 1989 P n° 1742.

## APPARTENANT À :

M. et Mme ROIROI suivant acte de Me Eric DELECROIX, Notaire associé à ANTONY (92) du 27/04/2001 publié le 19/06/2001, volume 2001 P n° 3892.

## POUR SÛRETÉ DE :

1) Principal du jugement du 19 novembre 2013	3 138,84 €
2) Principal complémentaire ( article 10-1 )	279,34 €
3) Article 700 du Code de procédure civile	600,00 €
3) Intérêt au taux légal sur 3 138,84 + 279,34 + 600,00 = 4 018,18 € du 19/11/2013 au 19/05/2014	0,81 €
4) Intérêts au taux légal majoré de 5 points sur 4 018,18 € depuis le 20 mai 2014	mémotre
5) Dépens évalués	481,01 €

Total sauf mémoire 4 500,00 €

QUATRE MILLE CINQ CENTS EUROS sauf mémoire.

## DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Inscription dispensée de taxe.

## CERTIFICATIONS

Je soussigné, Maître Jean-Claude BOUCTOT, Avocat à la Cour, demeurant 87 boulevard Saint-Michel à PARIS 5ème, certifie exactement conformes les deux exemplaires du présent bordereau comprenant chacun deux pages.

Le soussigné certifie également que le montant du capital de la créance garantie n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté.

Il certifie enfin que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée au vu de l'acte publié le 19/06/2001, volume 2001 P n° 3892.

A PARIS, le premier août deux mille quatorze

**Jean-Claude BOUCTOT**  
Avocat à la Cour de Paris  
87, Boul. Saint-Michel, 87  
75005 PARIS  
☎ 01 41 11 42 - E 116





BUREAU DES  
HYPOTHÈQUES

DROITS : Néant

CSI : 8,00 EUR

Droits : Néant

BORDEREAU RECTIFICATIF

Comme suite au rejet d'une inscription d'hypothèque judiciaire déposée le 5 août 2014 sous le n° 2014 D 09133 : vol 2014 V n° 02950, Maître Jean-Claude BOUCTOT, Avocat à la Cour de PARIS, 87 boulevard Saint-Michel à PARIS 5ème, atteste qu'il convient d'apporter aux bordereaux déposés la précision complémentaire suivante :

Rubrique " IMMEUBLE GREVÉ " :

Il convient d'ajouter que l'état descriptif de division et règlement de copropriété a été modifié suivant acte publié le 25/10/2010, volume 2010 P n° 7708.

Dressé en deux exemplaires exactement conformes comprenant une page.

Fait à PARIS, le huit août deux mille quatorze.

Jean-Claude BOUCTOT  
Avocat à la Cour de Paris  
87, Boul. Saint-Michel, 87  
75005 PARIS  
CE 43411-42 - E 970





3660  
Y125

94 185,00 EUR \* 0,70 % =  
659,00 EUR \* 2,14 % =

659,00 EU  
14,00 EU

BORDEREAU D'INSCRIPTION		CSI : 47,00 EUR		Droits : 673,00 EUR	
Service de la publicité foncière <b>CORBEIL 2</b>		Dépôt	Date	Dépôt n° <b>2634</b>	Le Comptable du spp
Effet jusqu'au :		Principal :	Taxes :	CSI <sup>(1)</sup> :	
Accessoires :		Total	Total	Total	
Inscription HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISoire AVEC TITRE		<input type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance <input type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future			
Ayant effet jusqu'au :		<b>DOMICILE ELU</b> pontoise 95300 - 29 rue Pierre Butin - Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise - Tél.: 01 34 20 15 62 - Fax : 01 34 20 15 60 - Palais 6			
En vertu de :		<b>TITRE DU CRÉANCIER</b> La copie exécutoire d'un acte notarié contenant prêt d'un montant à l'origine de 122.000 € intervenu le 13 octobre 2006 en l'étude de la SCP BEAUCHAIS - SCHWERMANN-BEAUCHAIS Notaires associés à ARGENTEUIL (Val d'Oise), 12 rue de la Poste contenant cautionnement solidaire de Monsieur Jean-Luc, Pierre ROIROI			
Vu les articles R.511-1 et suivants du code de procédures civiles d'exécution		<b>CRÉANCIER</b> La CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS, Société coopérative à capital variable, dont le siège est à SAINTE GENEVIEVE DES BOIS (91700), 93 avenue Gabriel Péri, identifiée au SIREN sous le numéro 438.748.089 et Immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'EVRY, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège			

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Contre :

MONTREDON GREVE

Monsieur Jean-Luc Pierre ROIROI, de nationalité Française, né à FORT DE FRANCE (MARTINIQUE) le 28 juin 1966, époux de Madame Evelyne Anne MONTREDON demeurant 4 rue du Bois Charlet, 91320 WISSOUS

Débiteur

Sur :

IMMEUBLE GREVE

-les parts et portions appartenant à Monsieur Jean-Luc Pierre ROIROI du bien immobilier sis à WISSOUS (91) le Bois Charlet cadastré sections B 289, 290, 291, 292 et 293, ayant fait l'objet d'un EDD et RCP publiés le 10 mars 1989 volume 1989 P numéro 1742 portant sur les lots suivants :

lot 149 : un appartement et les 389/100.000èmes des PCG,

lot 220 : une cave et les 3/100.000èmes des PCG,

lot 227 : un parking et les 32/100.000èmes des PCG,

## Appartenant à :

## EFFET RELATIF

Aux époux ROIROI /MONTREDON suivant acte de vente en date du 27 avril 2001 publié le 19 juin 2001 volume 2001 P numéro 3892.

## Pour sûreté de :

## CRÉANCE GARANTIE

conservation et avoir paiement de sa créance valeur à la date du 06-11-2017  
+ intérêts majorés au taux de 7,350% du 07-11-2017 jusqu'au jour du parfait  
paiement pour mémoire

94.185,06

TOTAL OUTRE MEMOIRE

Total ...

94.185,06 €

DISPOSITIONS PARTICULIERES - RENVOIS

CERTIFICATIONS

(montant du capital de la créance garantie, contenu des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné Me Paul BUISSON, CABINET BUISSON & ASSOCIES, Avocat à PONTOISE (95300) 29 rue Pierre Butin, certifie que le contenu du présent bordereau, établi sur quatre pages, est conforme à la copie exécutoire d'un acte notarié contenant prêt d'un montant à l'origine de 122.000 € intervenu le 13 octobre 2006 en l'Etude de la SCP BEAUCHAIS -SCHWERMANN-BEAUCHAIS Notaires associés à ARGENTEUIL (Val d'Oise), 12 rue de la Poste contenant cautionnement solidaire de Monsieur Jean-Luc, Pierre ROIROI, et notamment que le montant du principal de la créance garantie qui figure dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté. Il certifie également que les deux exemplaires du bordereau sont conformes entre eux et que l'identité complète des parties, telle qu'elle est indiquée dans le présent document, lui a été régulièrement justifiée

**BUISSON & ASSOCIES**

AVOCATS


29, Rue Pierre Butin

95300 PONTOISE

Tél. 01 34 20 15 62 - Fax 01 34 20 15 60

À PONTOISE....., le ..08. / ..11. / ..2017.....

(signature et cachet)



PARTIE RESERVEE AU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

3660 0,00 EUR \* 0,70 % = 25,00 EUR  
Y125 0,00 EUR \* 2,14 % = 0,00 EUR

<b>BORD</b>		CSI : 8,00 EUR	Droits : 25,00 EUR
Service de la publicité foncière		2018 D N° 4180	Date : 09/04/2018
<b>CONCILIATIONS 2</b>		REPO	Volume : N°
Effet jusqu'au :	Principal :	DROITS : Néant	
<b>DET 1</b>	Accessoire :		
<b>VERIF</b>			
		CSI : Néant	Droits : Néant
Inscription Hypothèque Judiciaire définitive se substituant à l'inscription d'hypothèque judiciaire provisoire avec titre -/-		<input type="checkbox"/> l'échéance	<input type="checkbox"/> la dernière échéance
Ayant effet jusqu'au <b>VINGT ET UN DECEMBRE DEUX MILLE VINGT SEPT</b>		<input type="checkbox"/> est	<input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future
Est requise avec élection de domicile à :			
<b>DOMICILE : CLU</b>			
pontoise 95300 - 29 rue Pierre Butin - Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise - Tél.: 01 34 20 15 62 - Fax : 01 34 20 15 60 - Palais 6			
En vertu de :			
<b>TITRE DU CRÉANCIER</b>			
La copie exécutoire d'un acte notarié contenant prêt d'un montant à l'origine de 122.000 € intervenu le 13 octobre 2006 en l'Etude de la SCP BEAUCHAIS -SCHWERMANN-BEAUCHAIS Notaires associés à ARGENTEUIL (Val d'Oise), 12 rue de la Poste contenant cautionnement solidaire de Monsieur Jean-Luc, Pierre ROIROI			
Vu les articles R.511-1 et suivants du code de procédures civiles d'exécution			
Au profit de :			
<b>CRÉANCIER</b>			
La CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS, Société coopérative à capital variable, dont le siège est à SAINTE GENEVIEVE DES BOIS (91700), 93 avenue Gabriel Péri, identifiée au SIREN sous le numéro 438.748.089 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'EVRY, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège			

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

**Contre :****PROPRIÉTAIRE GREVE**

Monsieur Jean-Luc Pierre ROIROI, de nationalité Française, né à FORT DE FRANCE (MARTINIQUE) le 28 juin 1966, époux de Madame Evelyne Anne MONTREDON demeurant 4 rue du Bois Charlet, 91320 WISSOUS

**Débiteur****Sur :****IMMEUBLE GREVE**

-les parts et portions appartenant à Monsieur Jean-Luc Pierre ROIROI du bien immobilier sis à WISSOUS (91) le Bois Charlet cadastré sections B 289, 290, 291, 292 et 293, ayant fait l'objet d'un EDD et RCP publiés le 10 mars 1989 volume 1989 P numéro 1742 et d'un modificatif à l'EDD publié le 25 octobre 2010 volume 2010 P n°7708 portant sur les lots suivants :

lot 149 : un appartement et les 389/100.000èmes des PCG,  
lot 220 : une cave et les 3/100.000èmes des PCG,  
lot 227 : un parking et les 32/100.000èmes des PCG,

Appartenant à :

EFFET RELATIF

-Aux époux ROIROI MONTREDON suivant acte de vente en date du 27 avril 2001 publié le 19 juin 2001 volume 2001 P numéro 3802.

Pour sûreté de :

CRÉANCE GARANTIE

conservation et avoir paiement de sa créance valeur à la date du 06-11-2017  
+ intérêts majorés au taux de 7,350% du 07-11-2017 jusqu'au jour du parfait  
paiement pour mémoire

94.185,06

Total ... 94.185,05 €



## DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS

-/- publié et enregistré le 7 novembre 2017 volume 2017 V n°03382

Il est précisé en outre que cette inscription d'hypothèque judiciaire provisoire avec titre n'a pas fait l'objet d'une contestation ni demande de mainlevée ainsi qu'il résulte de l'attestation délivrée par le Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance d'EVRY en date du 14 décembre 2017

## CERTIFICATIONS

(montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné Me Paul BUISSON, CABINET BUISSON & ASSOCIÉS, Avocat à PONTOISE (95300) 29 rue Pierre Butin, certifie que le contenu du présent bordereau, établi sur quatre pages, est conforme à la copie exécutoire d'un acte notarié contenant prêt d'un montant à l'origine de 122.000 € intervenu le 13 octobre 2006 en l'Etude de la SCP BEAUCHAIS -SCHWERMANN-BEAUCHAIS Notaires associés à ARGENTEUIL (Val d'Oise), 12 rue de la Poste contenant cautionnement solidaire de Monsieur Jean-Luc, Pierre ROIROI, et notamment que le montant du principal de la créance garantie qui figure dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté. Il certifie également que les deux exemplaires du bordereau sont conformes entre eux et que l'identité complète des parties, telle qu'elle est indiquée dans le présent document, lui a été régulièrement justifiée

## BUISSON &amp; ASSOCIÉS

AVOCATS

29, Rue Pierre Butin

95300 PONTOISE

Tél. 01 34 20 15 82 - Fax 01 34 20 15 60  
A. PONTOISE, le 21 / 12 / 2017

(signature et cachet)

PARTIE RÉSERVÉE AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

BUREAU DES  
HYPOTHEQUES

B490

25,00 E

CORREIL - ESSONNES

CSL : 3,00 EUR

Droits : 13,00 E

BORDEREAU RECTIFICATIF

Du bordereau d'INSCRIPTION d'HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISoire AVEC  
TITRE

Prise au profit de La CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE SAINTE GENEVIEVE  
DES BOIS.

Contre : Monsieur Jean-Luc Pierre ROIROI,  
Déposé le 07.11.2017 sous le n° 2017 D 12776 volume 2017 V n°  
03382,

Comme suite à la notification de cause de rejet de la formalité en  
date du 20.03.2018 - Réf : 2018/0417,

Maître Paul BUISSON, Cabinet BUISSON ET ASSOCIES Avocat au Barreau  
de PONTOISE - 29, rue Pierre Butin 95300 PONTOISE - atteste qu'il y  
a lieu d'apporter aux bordereaux les rectifications suivantes :

- Rubrique "IMMEUBLE GREVE"

Pour les besoins de la publicité Foncière il convient de rajouter  
que l'EDD a fait l'objet d'un modificatif publié le 25 octobre  
2010 volume 2010 P n°7708.

Etabli en deux exemplaires exactement collationnés,

à PONTOISE, le 20 mars 2018.

BUISSON & ASSOCIÉS

4100475

29, Rue Pierre Butin

95300 PONTOISE

Tél. 01 34 20 15 62 / Fax 01 34 20 15 60

Boîte 8

Vente ROIROI

Audience d'Orientation 3 juillet 2019

DIRE D'ANNEXION DE L'ATTESTATION DE SURFACE HABITABLE, DES  
DIAGNOSTICS PERFORMANCE ENERGETIQUE, RELATIFS A  
L'ELECTRICITE, AU GAZ, A L'AMIANTE, ET A L'ETAT DES RISQUES  
ET POLLUTIONS

L'an deux mil dix-neuf et le

par-devant Nous Greffier du Tribunal de Grande Instance d'EVRY-  
COURCOURONNES, a comparu Me Emmanuelle GUEDJ membre du  
CABINET GUEDJ HAAS-BIRI, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant  
72 allée des Champs Elysées - 91000 EVRY-COURCOURONNES,  
poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit

annexer au présent cahier des conditions de vente l'attestation de  
surface habitable, le diagnostic performance énergétique, les diagnostics  
relatifs à l'électricité, au gaz, à l'amiante ainsi que l'état des risques  
naturels et technologiques,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

## Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : R.19.305.WISSOUS.Roirol  
Date du repérage : 25/03/2019



### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :  
Département : ... Essonne  
Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet (Appt : 149;  
Cave : 220; Parking : 227)  
Commune : ..... 91320 WISSOUS  
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
Etage 1 Lot numéro Appt : 149; Cave :  
220; Parking : 227,  
Périmètre de repérage :

### Désignation du propriétaire

Désignation du client :  
Nom et prénom : ... Mr et Mme Roirol  
Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet  
91320 WISSOUS

### Objet de la mission :

- |   |  |  |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante              | <input checked="" type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez)       | <input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations électriques |
| <input checked="" type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente | <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin)                  | <input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (DTG)                    |
| <input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives     | <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP)            | <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic énergétique             |
| <input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux             | <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP)           | <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro                              |
| <input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition          | <input type="checkbox"/> Diag Assainissement                   | <input type="checkbox"/> Ascenseur                                     |
| <input type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites | <input type="checkbox"/> Sécurité piscines                     | <input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier)                 |
| <input type="checkbox"/> Etat parasitaire                       | <input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations gaz | <input type="checkbox"/> Radon   |
| <input checked="" type="checkbox"/> ERNMT / ESRIS               | <input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau                      | <input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés                      |
| <input type="checkbox"/> Etat des lieux                         | <input type="checkbox"/> Sécurité Incendie                     |  |



## Résumé de l'expertise n° R.19.305.WISSOUS.Roiroi

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227)

Commune : ..... 91320 WISSOUS

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Étage 1 Lot numéro Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227,

Périmètre de repérage : ...

	Prestations	Conclusion
	Amlante	Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.
	Gaz	L'installation ne comporte aucune anomalie
	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
	Etat des Risques et Pollutions	Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques Zone sismique définie en zone 1 selon la réglementation parasismique 2011
	DPE	Consommation énergie  C  137 kWh/m².an Emission de GES  11  32 kg-co2/m².an
	Mesurage	Superficie Loi Carrez totale : 87.07 m² Surface au sol totale : 87.07 m²



## Certificat de superficie de la partie privative

Numéro de dossier : R.19.305.WISSOUS.Rolroi  
Date du repérage : 25/03/2019  
Heure d'arrivée : 13 h 04  
Durée du repérage : 02 h 35

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

**Extrait de l'Article 4-1** - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

**Extrait Art.4-2** - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

<b>Désignation du ou des bâtiments</b> <i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : ..... Essonne Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227) Commune : ..... 91320 WISSOUS  <i>Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :</i> Etage 1 Lot numéro Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227,	<b>Désignation du propriétaire</b> <i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : . Mr et Mme Rolroi Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet 91320 WISSOUS
<b>Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)</b> Nom et prénom : Mr et Mme Rolroi Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet 91320 WISSOUS	<b>Repérage</b> Périmètre de repérage :
<b>Désignation de l'opérateur de diagnostic</b> Nom et prénom : ..... M'houbi Ariles Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... DIMM Diagnostic Immo Adresse : ..... 10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY Numéro SIRET : ..... 535 308 035 00026 Désignation de la compagnie d'assurance : ... MMA Numéro de police et date de validité : ..... 114.231.812 / 31/12/2019	
<b>Superficie privative en m<sup>2</sup> du ou des lot(s)</b>	

Surface loi Carrrez totale : 87.07 m<sup>2</sup> (quatre-vingt-sept mètres carrés zéro sept)  
Surface au sol totale : 87.07 m<sup>2</sup> (quatre-vingt-sept mètres carrés zéro sept)

DIMM Diagnostic Immo | 10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY | Tél. : 01.64.93.65.53 / 06.49.81.26.72  
N°SIREN : 535 308 035 00026 | Compagnie d'assurance : MMA n° 114.231.812 - FR71535 308 035 | e-mail : contact@dimm-diag.fr

1/2  
Rapport du :  
25/03/2019

**Résultat du repérage**Date du repérage : **25/03/2019**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :  
**Néant**Représentant du propriétaire (accompagnateur) :  
**Mr et Mme Roirol**

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
1er étage - Entrée	2.95	2.95	
1er étage - Wc	1.06	1.06	
1er étage - Séjour	27.24	27.24	
1er étage - Cuisine	8.5	8.5	
1er étage - Chambre 1	11.22	11.22	
1er étage - Salle d'eau	1.56	1.56	
2ème étage - Palier	2.51	2.51	
2ème étage - Salle de bain	3.73	3.73	
2ème étage - Chambre 2	13.85	13.85	
2ème étage - Dressing	2.78	2.78	
2ème étage - Chambre 3	10.61	10.61	
2ème étage - Wc	1.06	1.06	

Superficie privative en m<sup>2</sup> du ou des lot(s) :Surface loi Carrez totale : **87.07 m<sup>2</sup>** (quatre-vingt-sept mètres carrés zéro sept)  
Surface au sol totale : **87.07 m<sup>2</sup>** (quatre-vingt-sept mètres carrés zéro sept)Fait à **WISSOUS**, le **25/03/2019**Par : **Mihoubi Ariles**

Aucun document n'a été mis en annexe

## Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

N° : ..... R.19.305.WISSOUS.Rolroi  
 Valable jusqu'au : ..... 24/03/2029  
 Type de bâtiment : ..... Habitation (parties privatives d'immeuble collectif)  
 Année de construction : ..... 1989  
 Surface habitable : ..... 87.07 m²  
 Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet  
 (Etage 1, N° de lot: Appt : 149;  
 Cave : 220; Parking : 227)  
 91320 WISSOUS

Date (visite) : ..... 25/03/2019  
 Diagnostiqueur : Mihoubi Ariles  
 Certification : BUREAU VERITAS CERTIFICATION France  
 n°2875356 obtenue le 15/12/2016  
 Signature : 

Propriétaire :  
 Nom : ..... Mr et Mme Rolroi  
 Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet  
 91320 WISSOUS

Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu):  
 Nom : .....  
 Adresse : .....

### Consommations annuelles par énergie

Obtenues par la méthode 3CL-DPE, version 1.3, estimées à l'immeuble / au logement, prix moyens des énergies indexés au 15 Août 2015

	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	détail par énergie et par usage en kWh <sub>EP</sub>	détail par énergie et par usage en kWh <sub>EP</sub>	
Chauffage	Gaz Naturel : 9 425 kWh <sub>EP</sub>	9 425 kWh <sub>EP</sub>	551 €
Eau chaude sanitaire	Gaz Naturel : 2 569 kWh <sub>EP</sub>	2 569 kWh <sub>EP</sub>	150 €
Refroidissement	-	-	-
CONSUMATION D'ENERGIE POUR LES USAGES RECENSES	Gaz Naturel : 11 995 kWh <sub>EP</sub>	11 995 kWh <sub>EP</sub>	936 € (dont abonnement: 234 €)

### Consommations énergétiques

(En énergie primaire)

Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Consommation conventionnelle : 137 kWh<sub>EP</sub>/m².an  
 sur la base d'estimations à l'immeuble / au logement

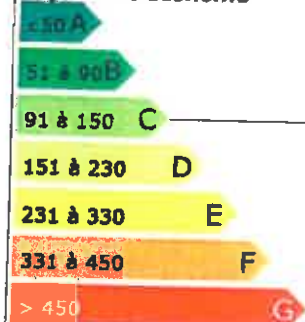
### Émissions de gaz à effet de serre

(GES)

Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Estimation des émissions : 32 kg<sub>eqCO2</sub>/m².an

#### Logement économe

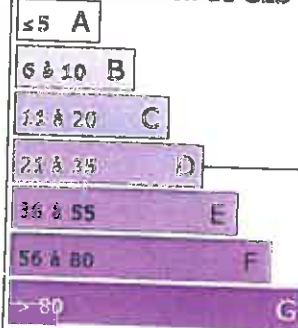


#### Logement énergivore

Logement

137  
kWh<sub>EP</sub> / m²

#### Faible émission de GES



#### Forte émission de GES

Logement

32  
kg<sub>eqCO2</sub>/m².an



# Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

## Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : Bloc béton creux donnant sur des circulations communes sans ouverture directe sur l'extérieur avec isolation intérieure Bloc béton creux donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000)	Système de chauffage : Chaudière individuelle Gaz Naturel installée après 2000 avec programmeur	Système de production d'ECS : Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel installée après 2000 avec programmeur
Toiture : Combles aménagés sous rampants donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000) en combles aménagés	Emetteurs; Radiateurs munis de robinets thermostatiques	
Menuiseries : Porte(s) bois opaque pleine Fenêtres battantes bois, double vitrage	Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : VMC SF Hygro (extraction)
Plancher bas : Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Néant	
Energies renouvelables	Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh <sub>EP</sub> /m².an	
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant		

### Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### Consommation conventionnelle

Ces consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu.

Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

### Conditions standard

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, durée et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

### Constitution des étiquettes

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

### Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course. L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

### Usages recensés

Dans les cas où une méthode de calcul est utilisée, elle ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, la cuisson ou l'électroménager ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

### Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps.

La mention « prix de l'énergie au date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic. Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

### Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

# Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

## Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

### Chauffage

- Réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

### Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

### Aération

- Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :
- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et de nettoyer régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

### Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

### Autres usages

#### Éclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

#### Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

#### Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

## Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

### Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Les consommations, économies, efforts et retours sur investissement proposés ici sont donnés à titre indicatif et séparément les uns des autres. Certains coûts d'investissement additionnels éventuels (travaux de finition, etc.) ne sont pas pris en compte. Ces valeurs devront impérativement être complétées avant réalisation des travaux par des devis d'entreprises. Enfin, il est à noter que certaines aides fiscales peuvent minimiser les coûts moyens annoncés (subventions, crédit d'impôt, etc.). La TVA est comptée au taux en vigueur.

Mesures d'amélioration	Nouvelle conso. Conventionnelle	Effort d'investissement*	Économies	Rapidité du retour sur investissement*	Crédit d'impôt
Il n'a pas été mis en évidence d'amélioration permettant d'augmenter la performance énergétique du bien avec une rentabilité intéressante.					

\* Calculé sans tenir compte d'un éventuel crédit d'impôt

Légende		
Économies	Effort d'investissement	Rapidité du retour sur investissement
● : moins de 100 € TTC/an	● : moins de 200 € TTC	◆◆◆ : moins de 5 ans
◆◆ : de 100 à 200 € TTC/an	◆◆ : de 200 à 1000 € TTC	◆◆◆ : de 5 à 10 ans
◆◆◆ : de 200 à 300 € TTC/an	◆◆◆ : de 1000 à 5000 € TTC	◆◆◆ : de 10 à 15 ans
◆◆◆◆ : plus de 300 € TTC/an	◆◆◆◆ : plus de 5000 € TTC	◆ : plus de 15 ans

### Commentaires

Néant

**Références réglementaires et logiciels utilisés :** Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 17 octobre 2012, arrêté du 1er décembre 2015, 22 mars 2017, arrêtés du 8 février 2012, décret 2008-1653, 2008-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-855 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : [http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste\\_eie.asp](http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp)

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)

Pour plus d'informations : [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) ou [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

**Nota :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr/programme](http://www.cofrac.fr/programme) n°4-4-11)

## Diagnostic de performance énergétique

### Fiche Technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.  
En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr).

Catégorie	Données d'entrée	Valeurs renseignées
Généralité	Département	91 Essonne
	Altitude	100 m
	Type de bâtiment	Appartement
	Année de construction	1989
	Surface habitable du lot	87.07 m²
	Nombre de niveau	2
	Hauteur moyenne sous plafond	2.5 m
Enveloppe	Nombre de logement du bâtiment	1
	Caractéristiques des murs	Bloc béton creux donnant sur des circulations communes sans ouverture directe sur l'extérieur avec isolation intérieure Surface : 33 m², Donnant sur : des circulations communes sans ouverture directe sur l'extérieur, U : 0.45 W/m²°C, b : 0 Bloc béton creux donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000) Surface : 22 m², Donnant sur : l'extérieur, U : 0.45 W/m²°C, b : 1 Bloc béton creux donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000) Surface : 40 m², Donnant sur : l'extérieur, U : 0.45 W/m²°C, b : 1 Bloc béton creux donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000) Surface : 40 m², Donnant sur : l'extérieur, U : 0.45 W/m²°C, b : 1
	Caractéristiques des planchers	Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé Surface : 44 m², Donnant sur : un local chauffé, U : 2 W/m²°C, b : 0
	Caractéristiques des plafonds	Combles aménagés sous rampants donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000) en combles aménagés Surface : 50 m², Donnant sur : l'extérieur, U : 0.25 W/m²°C, b : 1
	Caractéristiques des baies	Fenêtres battantes bois, orientées Sud, double vitrage Surface : 12.55 m², Orientation : Sud, Inclinaison : > 75 °, Uj : 2.6 W/m²°C, Uw : 3.2 W/m²°C, b : 1
	Caractéristiques des portes	Porte(s) bois opaque pleine Surface : 1.9 m², U : 3.5 W/m²°C, b : 0
	Caractéristiques des ponts thermiques	Définition des ponts thermiques Liaison Mur Sud / Fenêtres Sud : Psi : 0, Linéaire : 35.04 m, Liaison Mur Sud / Plancher_int : Psi : 0.92, Linéaire : 10 m, Liaison Mur Sud / Plancher : Psi : 0.48, Linéaire : 10 m, Liaison Mur Est / Plancher_int : Psi : 0.92, Linéaire : 8 m, Liaison Mur Est / Plancher : Psi : 0.46, Linéaire : 8 m, Liaison Mur Ouest / Plancher_int : Psi : 0.92, Linéaire : 8 m, Liaison Mur Ouest / Plancher : Psi : 0.46, Linéaire : 8 m
Système	Caractéristiques de la ventilation	VMC SF Hygro (extraction) Qvareq : 1.2, Smea : 2, Q4pa/m² : 408.4, Q4pa : 408.4, Hvent : 36.6, Hperm : 8.6
	Caractéristiques du chauffage	Chaudière individuelle Gaz Naturel installée après 2000 avec programmeur Emetteurs : Radiateurs munis de robinets thermostatiques Re : 0.95, Rr : 0.95, Rd : 0.91, Pn : 24, Fch : 0
	Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire	Combiné au système : Chaudière individuelle Gaz Naturel installée après 2000 avec programmeur Becs : 1693, Rd : 0.92, Rg : 0.72, Pn : 24, Iecs : 1.52, Fecs : 0
	Caractéristiques de la climatisation	Néant

Explications personnalisées sur les éléments pouvant mener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Néant

**Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :**

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :							
	Bâtiment à usage principal d'habitation						Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a été réalisé à l'immeuble	DPE non réalisé à l'immeuble			
				Appartement avec systèmes individuels de chauffage et de production d'ECS ou collectifs et équipés comptages individuels	Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel		
				Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		
Calcul conventionnel		X	A partir du DPE à l'immeuble		X		
Utilisation des factures	X			X		X	X

Pour plus d'informations :

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) rubrique performance énergétique

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)



## Etat de l'Installation Interieure d'Electricité

Numéro de dossier : R.19.305.WISSOUS.Rolroi  
Norme méthodologique employée : AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017)  
Date du repérage : 25/03/2019  
Heure d'arrivée : 13 h 04  
Durée du repérage : 02 h 35

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

### A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :  
Type d'immeuble : ..... **Appartement**  
Adresse : ..... **4 rue du Bois Chariot (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227)**  
Commune : ..... **91320 WISSOUS**  
Département : ..... **Essonne**  
Référence cadastrale : ..... , identifiant fiscal : NC  
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
Etage 1 Lot numéro Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227,  
Périmètre de repérage : .....  
Année de construction : ..... **< 1997**  
Année de l'installation : ..... **< 1997**  
Distributeur d'électricité : ..... **ENEDIS**  
Parties du bien non visitées : ..... **Néant**

### B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :  
Nom et prénom : ..... **Mr et Mme Rolroi**  
Adresse : ..... **4 rue du Bois Chariot**  
..... **91320 WISSOUS**  
Téléphone et adresse Internet : ..... **Non communiqués**  
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**  
  
Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :  
Nom et prénom : ..... **Mr et Mme Rolroi**  
Adresse : ..... **4 rue du Bois Chariot**  
..... **91320 WISSOUS**

### C. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :  
Nom et prénom : ..... **Mihoubi Arles**  
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **DIMM Diagnostic Immo**  
Adresse : ..... **10 Allée des Champs Elysées**  
..... **91000 EVRY**  
Numéro SIRET : ..... **535 308 035 00026**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **MMA**  
Numéro de police et date de validité : ..... **114.231.812 / 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France le 25/10/2016 jusqu'au 24/10/2021. (Certification de compétence 2875355)**

## D. - Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines, plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

## E. - Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

## E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

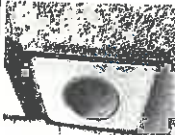

## E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- ☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☐ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- ☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- ☐ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☐ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☒ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
- ☐ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- ☐ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- ☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- ☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.

## E.3. Les constatations diverses concernant :

- ☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- ☐ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
- ☐ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

## F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés			
B3.3.6 a2	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre. Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés			
B3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés			
B7.3 a	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. Remarques : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations			

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

(\*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

## G.1. - Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations
B11 a3	Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b1	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.



Article (1)	Libellé des informations
B11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. - Constatations diverses

**Constatation type E1. - Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes**  
Néant

**Constatation type E2. - Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés**

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 15-600 - Annexe C	Motifs
Néant	-	

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

**Constatation type E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement**  
Néant

**H. - Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :**

Néant

**Nota :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)**

Dates de visite et d'établissement de l'état :  
Visite effectuée le : **25/03/2019**  
Etat rédigé à **WISSOUS**, le **25/03/2019**

Par : **Mihoubi Ariles**



Signature du représentant :

## I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
<b>B.1</b>	<b>Appareil général de commande et de protection</b> : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
<b>B.2</b>	<b>Protection différentielle à l'origine de l'installation</b> : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.3</b>	<b>Prise de terre et installation de mise à la terre</b> : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.4</b>	<b>Protection contre les surintensités</b> : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
<b>B.5</b>	<b>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence prive, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.6</b>	<b>Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.7</b>	<b>Matériels électriques présentant des risques de contact direct</b> : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>B.8</b>	<b>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage</b> : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>B.9</b>	<b>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives</b> : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>B.10</b>	<b>Piscine privée ou bassin de fontaine</b> : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

## J. - Informations complémentaires




Correspondance avec le groupe d'informations (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
<b>B.1.1</b>	<b>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique</b> : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution. <b>Socles de prise de courant de type à obturateurs</b> : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution. <b>Socles de prise de courant de type à puits</b> : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

(1) Référence des Informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

Annexe - Plans

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

Annexe - Photos

	<p>Photo n° PhEle001 B11 a3 Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité Inf. ou égal à 30 mA.</p>
	<p>Photo PhEle002 Libellé de l'anomalie : B7.3 a L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. Remarques : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations</p>
	<p>Photo PhEle003 Libellé de l'anomalie : B3.3.6 a1 Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés</p>

Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

Néant

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (Incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



## Etat de l'Installation Interieure de Gaz

Numéro de dossier : R.19.305.WISSOUS.Roirol  
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 45-500 (Janvier 2013)  
Date du repérage : 25/03/2019  
Heure d'arrivée : 13 h 04  
Durée du repérage : 02 h 35

La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 18 novembre 2013 et 12 février 2014 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

### A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :  
Département : ..... Essonne  
Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227)  
Commune : ..... 91320 WISSOUS  
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
Etage 1 Lot numéro Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227,  
Type de bâtiment : ..... Habitation (partie privative d'immeuble)  
Nature du gaz distribué : ..... Gaz naturel  
Distributeur de gaz : ..... ENGIE  
Installation alimentée en gaz : ..... OUI

### B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :  
Nom et prénom : ..... Mr et Mme Roirol  
Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet  
91320 WISSOUS  
Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :  
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
Propriétaire  
Nom et prénom : ..... Mr et Mme Roirol  
Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet  
91320 WISSOUS  
Titulaire du contrat de fourniture de gaz :  
Nom et prénom : ..... Mr et Mme Roirol  
Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet 91320 WISSOUS  
N° de téléphone : .....  
Références : .....

### C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :  
Nom et prénom : ..... M'houbi Arles  
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... DIMM Diagnostic Immo  
Adresse : ..... 10 Allée des Champs Elysées  
91000 EVRY  
Numéro SIRET : ..... 535 308 035 00026  
Désignation de la compagnie d'assurance : ..... MMA  
Numéro de police et date de validité : ..... 114.231.812 / 31/12/2019  
Certification de compétence 2875356 délivrée par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION France, le 15/12/2016  
Norme méthodologique employée : ..... NF P 45-500 (Janvier 2013)

**D. - Identification des appareils**

Liste des installations Intérieures gaz (Genre <sup>(1)</sup> , marque, modèle)	Type <sup>(2)</sup>	Puissance en kW	Localisation	Observations : (anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné)
Chaudière e.i.m. leblanc	Etanche	Non Visible	1er étage - Cuisine	Photo : PhGaz001

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur, ....  
(2) Non raccordé — Raccordé — Etanche.

**Note :** Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et de contrôle de la vacuité des conduits de fumées.  
**Note 2 :** Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux installations non contrôlées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des installations concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

**Note 3 :** Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

**E. - Anomalies identifiées**

Points de contrôle <sup>(1)</sup> (selon la norme)	Anomalies observées (A1 <sup>(2)</sup> , A2 <sup>(2)</sup> , DGI <sup>(2)</sup> , 32c <sup>(2)</sup> )	Libellé des anomalies et recommandations
Néant	-	-

- (3) Point de contrôle selon la norme utilisée.  
(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation  
(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.  
(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.  
(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

**Note :** Nous vous rappelons que la responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation

**F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motif :**

**Néant**

**Nota :** Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

**G. - Constatations diverses**

**Commentaires :**

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée  
☐ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté  
☐ Le conduit de raccordement n'est pas visible

**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :**  
Néant

**Observations complémentaires :**  
Néant

Conclusion :

- ☒ L'installation ne comporte aucune anomalie.
- ☐ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- ☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- ☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
- ☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

H. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

- ☐ Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz  
ou
- ☐ Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :
- référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
  - codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- ☐ Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

I. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- ☐ Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

**Nota :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le 25/03/2019.

Fait à WISSOUS, le 25/03/2019

Par : Mithoubi Artes



Signature du représentant :

------------------

Annexe - Plans

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

Annexe - Photos



Photo n° PhGaz001  
Localisation : 1er étage - Cuisine  
Chaudière e.i.m. leblanc (Type : Etanche)

#### Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures. Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

#### Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

- Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :
- Renouvelez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
  - Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
  - Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

- Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :
- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
  - fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
  - assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
  - sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

#### Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

- Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :
- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
  - ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
  - ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
  - une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>





**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)**

Numéro de dossier : R.19.305.WISSOUS.Rolrol  
Date du repérage : 25/03/2019

**Références réglementaires**

Textes réglementaires	Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 2015.
-----------------------	--

**Immeuble bâti visité**

Adresse	Rue : ..... 4 rue du Bois Charlet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227) Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Etage 1 Lot numéro Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227, Code postal, ville : . 91320 WISSOUS
Périmètre de repérage :	.....
Type de logement :	..... Appartement
Fonction principale du bâtiment :	..... Habitation (partie privative d'immeuble)
Date de construction :	..... < 1997

**Le propriétaire et le commanditaire**

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... Mr et Mme Rolrol Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet 91320 WISSOUS
Le commanditaire	Nom et prénom : ... Mr et Mme Rolrol Adresse : ..... 4 rue du Bois Charlet 91320 WISSOUS

**La(s) signataire(s)**

	ROM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ..... Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	Mihoubi Arlies	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX	Obtention : 25/10/2016 Échéance : 24/10/2021 N° de certification : 2875356
Raison sociale de l'entreprise : DIMM Diagnostic Immo (Numéro SIRET : 535 308 035 00026) Adresse : 10 Allée des Champs Elysées, 91000 EVRY Désignation de la compagnie d'assurance : MMA Numéro de police et date de validité : 114.231.812 / 31/12/2019				

**Le rapport de repérage**

Date d'émission du rapport de repérage : 25/03/2019, remis au propriétaire le 25/03/2019
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 13 pages, la conclusion est située en page 2.

## Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
    - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur
  - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
  - 5.0 Identification des matériaux repérés de la liste A et B
  - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
  - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
- 6 Signatures
- 7 Annexes

## 1. – Les conclusions

**Avertissement :** les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.

**1.1 Liste A : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré**

- de matériaux ou produits de la liste A contenant de l'amiante.

**1.1 Liste B : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré**

- de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante.

**1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :**

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

## 2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

**Raison sociale et nom de l'entreprise :** ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

DIMM Diagnostic Immo | 10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY | Tél. : 01.64.93.65.53 / 06.49.81.26.72  
N°SIREN : 535 308 035 00026 | Compagnie d'assurance : MMA n° 114.231.812 - FR71535 308 035 | e-mail : contact@dimm-diag.fr

2/13  
Rapport du :  
25/03/2019

Adresse : .....  
Numéro de l'accréditation Cofrac : .....

### 3. – La mission de repérage

#### 3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.  
Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

#### 3.2 Le cadre de la mission

##### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

##### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

##### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code de la santé publique.»  
L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

##### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

**Important :** Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

##### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à contrôler
Floors, Colonnades, Faux plafonds	Floors Colonnades Faux plafonds

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à contrôler
Murs, Cloisons "au dix" et Plafonds (périmétriques et intérieurs)	Enduits peints Revêtement des (plaque de revêtement) Revêtement des (murs-ciment) Enduits de plâtre (partiel) Enduits de plâtre (murs-ciment) Enduits de plâtre (murs-ciment) Enduits de plâtre (murs-ciment) Enduits de plâtre (murs-ciment)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres ventilés	Coffrage peints Enduits peints Plafonds de cloisons Plafonds de cloisons
Plafonds, Plafonds et Chapentes, Gains et Coffres Horizontaux	Enduits peints Plafonds peints ou vides Plafonds
Plafonds	Dalles de sol

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à contrôler
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits Raccordement de conduites Clapets coupe-feu Valeurs coupe-feu Raccordement
Clapets /volets coupe-feu	Joint (murs) Joint (murs)
Portes coupe-feu	Joint (murs)
Vide-croûtes	Conduits

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à contrôler
Toitures	Plaque (composites) Plaque (fibre-ciment) Ardoises (composites) Ardoises (fibre-ciment) Accessoires de couverture (composites) Accessoires de couverture (fibre-ciment) Bardages bitumineux
Bardages et façades légères	Plaque (composites) Plaque (fibre-ciment) Ardoises (composites) Ardoises (fibre-ciment) Plaque (composites) Plaque (fibre-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduits d'eau pluviale en ardoise-ciment Conduits d'eau vides en ardoise-ciment Conduits de fumée en ardoise-ciment

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

### 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

#### Descriptif des pièces visitées

Sous-Sol - Cave,  
Sous-Sol - Parking,  
1er étage - Entrée,  
1er étage - Wc,  
1er étage - Séjour,  
1er étage - Cuisine,  
1er étage - Chambre 1,

1er étage - Salle d'eau,  
2ème étage - Paller,  
2ème étage - Salle de bain,  
2ème étage - Chambre 2,  
2ème étage - Dressing,  
2ème étage - Chambre 3,  
2ème étage - Wc

Localisation	Description
1er étage - Entrée	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Porte : Bois
1er étage - Wc	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Porte : Bois
1er étage - Cuisine	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Fenêtre : Bois Porte : Bois
1er étage - Séjour	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Fenêtre : Bois Porte : Bois
1er étage - Chambre 1	Sol : Parquet Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois Fenêtre : Bois Porte : Bois
1er étage - Salle d'eau	Sol : Parquet Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Porte : Bois
2ème étage - Paller	Sol : Parquet Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage
2ème étage - Chambre 2	Sol : Parquet Mur : Plâtre et Tapiserie Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois Fenêtre : Bois Porte : Bois
2ème étage - Chambre 3	Sol : Parquet Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois Fenêtre : Bois Porte : Bois
2ème étage - Salle de bain	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Porte : Bois
2ème étage - Wc	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Porte : Bois

Localisation	Description
2ème étage - Dressing	Sol : Moquette collée Mur : Plâtre et Tapisserie Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
Sous-Sol - Cave	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Béton et Isolant minéral Porte : Bois
Sous-Sol - Parking	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Béton et Isolant minéral Porte : Métal

#### 4. – Conditions de réalisation du repérage

##### 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisée	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :  
Néant

##### 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 25/03/2019  
Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 25/03/2019  
Heure d'arrivée : 13 h 04  
Durée du repérage : 02 h 35  
Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Mr et Mme Roirol

##### 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

##### 4.4 Plan et procédures de prélèvements

Néant

#### 5. – Résultats détaillés du repérage

##### 5.0.1 Liste des matériaux repérés de la liste A

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Néant	-			

Aucun autre matériau de la liste A n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

##### 5.0.2 Liste des matériaux repérés de la liste B

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Néant	-			

Aucun autre matériau de la liste B n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

##### 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

###### Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe 7.4 de ce présent rapport

## 5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

## 6. – Signatures

**Nota :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION France Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)

Fait à WISSOUS, le 25/03/2019

Par : Mithoubi Ariles



Signature du représentant :

**ANNEXES**

Au rapport de mission de repérage n° R.19.305.WISSOUS.Roiron

**Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

**Sommaire des annexes****7 Annexes**

- 7.1 Schéma de repérage**
- 7.2 Rapports d'essais**
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations**
- 7.5 Documents annexés au présent rapport**

## 7.1 - Annexe - Schéma de repérage

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

## 7.2 - Annexe - Rapports d'essais

### Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

### Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

## 7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

### Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A Aucune évaluation n'a été réalisée

#### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

##### 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres, ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

##### 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités inertielles passives.

### Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B Aucune évaluation n'a été réalisée

#### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

##### 1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou	Risque de dégradation ou	Risque de dégradation ou
---------------------------------	--------------------------	--------------------------



d'extension de dégradation	d'extension à terme de la dégradation	d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :  
 - Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;  
 - La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.  
 Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

## 7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27** : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** - L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** - La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** - Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-28.

**Article R1334-28** : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29** : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de le maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

#### Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

### Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
- Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
- En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

## 7.5 - Annexe - Autres documents



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, Ariles Mihoubi, technicien diagnostiqueur pour la société DIMM Diagnostic Immo atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

-Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Expiry date
Asbeste	Ariles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2678356	24/10/2021
Ptomb	Ariles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2678356	24/10/2021
Termites	Ariles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2678356	24/10/2021
Electricité	Ariles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2678356	24/10/2021
DPE	Ariles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2678356	14/12/2021
Gaz	Ariles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2678356	14/12/2021

-Avoir souscrit à une assurance (MMA n° 114.231.812 valable jusqu'au 31/12/2019) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.

-N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels j'ai demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.

-Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à Evry-Courcouronnes, le 02/01/2019


Signature de l'opérateur de diagnostic :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

DIMM DIAGNOSTIC IMMO | 10 Allée des Champs Elysées 91060 Evry-Courcouronnes | Tél : 01.64.93.65.53  
N°SIREN : 535 308 035 | Compagnie d'assurance : MMA n°114.231.812 - FR71535 308 035



**BUREAU VERITAS**  
La Qualité, la Sécurité, l'Environnement

## Certificat


Attribué à  
**Monsieur Ariles MIHOUBI**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des articles relatifs aux critères de certification de compétence ci-dessus tels qu'exprimés dans l'article L271-1 et R 271-1 du Code de Construction et de l'habitation et relatif aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

Domaines Techniques		Date de Certification	Validité du certificat
Amiante	Arrêté du 11 novembre 2008 détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques spécialisées du repérage et du diagnostic externe dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	08/04/2019	04/12/2021
UPE électricité	Arrêté du 18 octobre 2008 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'évaluation de gaspillage en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	10/02/2019	10/12/2021
Electricité	Arrêté du 9 juillet 2008 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'un des travaux de l'habitat individuel d'habitat et les critères d'accréditation des organismes de certification	22/04/2015	20/04/2021
Gas	Arrêté du 9 mai 2008 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'un des travaux de l'habitat individuel de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	10/12/2018	10/12/2021
Ploché dans l'habitat	Arrêté du 11 novembre 2008 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques spécialisées des travaux de réparation ou de pose, des diagnostics du diagnostic par le plomb des peintures et des conseils après travaux en matière de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification	20/02/2019	04/12/2021
Travaux d'habitat	Arrêté du 11 novembre 2008 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'un des travaux de l'habitat individuel de plomb et les critères d'accréditation des organismes de certification	20/02/2019	04/12/2021

Date : 29/11/2019      Numéro de certificat : 2872356

**Jacques MATILLON - Directeur Général**



**colrat**  
CHIFFRÉS  
DE FICHES  
ALPHABÉTIQUES  
D'ADRESSE  
C'est de l'art et  
de la science  
sur une seule  
feuille.

\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des éventuels points de surveillance réalisés, ce certificat est valable (sauf avis contraire).

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'application des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur : [www.bureauveritas.com](http://www.bureauveritas.com)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Galois - 92490 Paris La Défense

DIMM DIAGNOSTIC IMMO | 10 Allée des Champs Elysées 91080 Evry-Courcouronnes | Tél : 01.64.93.65.53  
N°SIREN : 535 308 035 | Compagnie d'assurance : MMA n°114.231.812 - FR71535 308 035



**13/13**  
Rapport du :  
**25/03/2019**



## Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques,ismicité et pollution des sols  
Résumé de l'expertise n° R.19.305.WISSOUS.Rolrol

Numéro de dossier : R.19.305.WISSOUS.Rolrol  
Date de la recherche : 25/03/2019  
Date de fin de validité : 24/09/2019

<b>Désignation du ou des bâtiments</b>	
Adresse :	4 rue du Bois Charlet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227)
Commune :	91320 WISSOUS
Section cadastrale :	
Coordonnées GPS :	

Exposition aux risques				
A la commune			A l'immeuble	
Exposition aux risques	Plan de prévention	Etat	Exposé	Travaux réalisés
Risque sismique niveau 1 : Très faible-			Oui	
Commune à potentiel radon de niveau 3			Non	



## Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et pollution des sols  
Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être  
signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.  
Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble  
Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

Adresse de l'immeuble : 4 rue du Bois Charlet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227)  
code postal ou Insee : 91320  
commune : WISSOUS  
N/a

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N

prescrit ☐

anticipé ☐

approuvé ☐

oui ☐ non ☒

date : \_\_\_\_\_

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Inondation ☐

Crue torrentielle ☐

Mouvement de terrain ☐

Avallanche ☐

Sécheresse ☐

Cyclone ☐

Remontée de nappe ☐

Feux de forêt ☐

Séisme ☐

Volcan ☐

Autre ☐

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN

oui ☐ non ☒

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés

oui ☐ non ☐

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M

prescrit ☐

anticipé ☐

approuvé ☐

oui ☐ non ☒

date : \_\_\_\_\_

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Mouvements de terrain ☐

Autre ☐

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR miniers

oui ☐ non ☒

Si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR miniers ont été réalisés

oui ☐ non ☐

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT prescrit et non encore approuvé

oui ☐ non ☒

Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

Effet toxique ☐

Effet thermique ☐

Effet de surpression ☐

L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPRT approuvé

oui ☐ non ☒

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

L'immeuble est situé en zone de prescription

oui ☐ non ☒

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

oui ☐ non ☐

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et fréquence, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location

oui ☐ non ☐

### Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

très faible

faible

modérée

importante

forte

Zone 1 ☒

Zone 2 ☐

Zone 3 ☐

Zone 4 ☐

Zone 5 ☐

### Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3

oui ☐ non ☒

### Information relative à la pollution de sols

Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)

oui ☐ non ☒

### Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T\*

L'information est mentionnée dans l'acte de vente

\* catastrophe naturelle minière ou technologique

oui ☐ non ☒

Vendeur - Bailleur

Date / Lieu

Mr et Mme Roloi

WISSOUS / 25/03/2019

Acquéreur - Locataire

## QUI, QUAND ET COMMENT REMPLIR L'ÉTAT DES SERVITUDES RISQUES ET D'INFORMATION SUR LES SOLS ?

### Quelles sont les personnes concernées ?

Au terme des articles L. 125-5 et R. 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département ou maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

### Quand faut-il établir un état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

L'état des servitudes risques et d'information sur les sols est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

### Quel est le champ d'application de cette obligation ?

Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application du code de l'environnement (article L. 562-2) ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R563-4 et D563-8-1 du code de l'environnement ;
5. dans un secteur d'information sur les sols.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

### Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le Préfet du département arrête :
  - la liste des terrains présentant une pollution ;
  - la liste des risques à prendre en compte ;
  - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
  1. la note de présentation du ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques
  2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
  3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
  4. le zonage réglementaire de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 défini par décret.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché réglementairement en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
  - lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques ou de modifications relatives à la sismicité et/ou lors de la révision annuelle des secteurs d'information sur les sols ;
  - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ; lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, des secteurs d'information sur les sols, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

### Qui établit l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Cet état doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires.

### Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des servitudes risques et d'information sur les sols mentionne la sismicité, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post catastrophes et/ou celles spécifiques aux biens en dehors des logements, est mentionnée dans le contrat de vente ou de location.
- Il mentionne aussi la réalisation ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages réglementaires vis-à-vis des risques.
- Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques, il est accompagné, en application de l'article R.125-26 et lorsque celle-ci a été reçue par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis, ainsi que la gravité, la probabilité et la cinétique de ces risques.

### Comment remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnités, prescription et réalisation de travaux.
- Il faut-il conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?
  - Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail.

**Information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pour en savoir plus, consultez le site Internet : [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)**

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE - TOUR SEQUOIA 92055 LA DEFENSE CEDEX [WWW.ECOLOGIQUE-SOLIDAIRE.GOUV.FR](http://WWW.ECOLOGIQUE-SOLIDAIRE.GOUV.FR)



## Cartes liées à l'Etat des risques et pollutions

En application des articles L. 125-5, 125-6 et 125-7 du **Code de l'environnement**



Préfecture : Essonne

Adresse de l'immeuble : 4 rue du Bois Chariet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227) 91320 WISSOUS

Liste des sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Types de catastrophe	Date de début	Date de fin	Publication	JO	OUI	NON
Néant	-	-	-			

Cochez les cases OUI ou NON si, à votre connaissance l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Etabli le : 25/03/2019

Signature :

Vendeur : Mr et Mme Roiroi



ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **R.19.305.WISSOUS.Roirol** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 4 rue du Bois Charlet (Appt : 149; Cave : 220; Parking : 227) 91320 WISSOUS.

Je soussigné, **Mihoubi Ariles**, technicien diagnostiqueur pour la société **DIMM Diagnostic Immo** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Electricité	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2021
Ambiant	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2021
Plomb	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2021
Termites	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2021
DPE	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	14/12/2021
Gaz	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	14/12/2021

- Avoir souscrit à une assurance (MMA n° 114.231.812 valable jusqu'au 31/12/2019) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.

- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.

- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à WISSOUS, le 25/03/2019

Signature de l'opérateur de diagnostics :

**Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation**

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

**Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation**

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »



## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, **Arles Mihoubi**, technicien diagnostiqueur pour la société **DIMM Diagnostic Immo** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

-Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	Arles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2875356	24/10/2021
Plomb	Arles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2875356	24/10/2021
Termites	Arles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2875356	24/10/2021
Electricité	Arles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2875356	24/10/2021
DPE	Arles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2875356	14/12/2021
Gaz	Arles Mihoubi	Bureau Veritas Certification	2875356	14/12/2021

-Avoir souscrit à une assurance (MMA n° 114.231.812 valable jusqu'au 31/12/2019) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.

-N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.

-Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à Evry-Courcouronnes, le 02/01/2019

Signature de l'opérateur de diagnostics :

### Article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions et modalités d'application du présent article. »

### Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

BUREAU VERITAS  
Certification



Certificat  
Attribué à

**Monsieur Ariles MIHOUBI**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous tels en application des articles L271-6 et R 271-1 du Code de la Construction et de l'habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

**DOMAINES TECHNIQUES**

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	28/10/2016	24/10/2021
DPE sans mention	Arrêté du 18 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	15/12/2016	14/12/2021
Electricité	Arrêté du 6 juillet 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification	28/10/2016	24/10/2021
Gas	Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	15/12/2016	14/12/2021
Plomb sans mention	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constatations de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des condites après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification	23/10/2016	24/10/2021
Termites métropole	Arrêté du 30 octobre 2009 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification	23/10/2016	24/10/2021

Date : 22/11/2019

Numéro de certificat : 2875368

**Jacques MATILLON - Directeur Général**



\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'à : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.  
Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur : [www.bureauveritas.fr/certification-clap](http://www.bureauveritas.fr/certification-clap)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guilleumet - 92048 Paris La Défense

## Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD certifie que

**DIMM DIAGNOSTIC IMMO**  
**Messieurs MIEHOUBI ET MONTRIGAUD**  
**10 ALLEE DES CHAMPS ELYSEES**  
**91080 COURCOURONNES**

Est titulaire d'un contrat d'assurance groupe n° 114.231.812, souscrit par la FIDI (Fédération Interprofessionnelle du Diagnostic Immobilier), garantissant sa responsabilité civile professionnelle pour ses activités de diagnostic immobilier.

Le montant de la garantie responsabilité civile professionnelle est fixé à 500 000 euros par sinistre et par technicien-diagnostiqueur. Au titre d'une même année, quel que soit le nombre de sinistres, le montant de la garantie ne pourra excéder 2 000 000 euros.

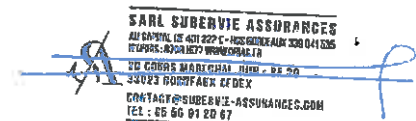
Date de prise d'effet du contrat : 14/11/2011

La présente attestation, valable pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit. Elle est établie sous réserve du paiement de la cotisation à échoir et ne peut engager les MMA au-delà des conditions générales et particulières du contrat auquel elle se réfère.

Feit à Bordeaux, le 19 décembre 2018

L'assureur, par délégation, l'Agent Général

**SUBERVIE ASSURANCES**  
Agent Général exclusif MMA  
30, cours du Maréchal Juin - B.P 29  
33023 BORDEAUX CEDEX  
Tél : 05.56.91.20.67 Fax : 05.56.91.95.75  
Email : [subervieassurances@mma.fr](mailto:subervieassurances@mma.fr)  
SARL au capital de 401 222 €  
N° ORIAS : 07001677 [www.orias.fr](http://www.orias.fr)



**SARL SUBERVIE ASSURANCES**  
AU CAPITAL DE 401 222 € - N° SIREN 308 041 035  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
30, COURS MARÉCHAL JUIN - BP 29  
33023 BORDEAUX CEDEX  
CONTACT@SUBERVIE-ASSURANCES.COM  
TEL : 05 56 91 20 67

F0666